

**Sechste Sitzung – Sixième séance**

**Dienstag, 9. Juni 1987, Nachmittag**  
**Mardi 9 juin 1987, après-midi**

14.30 h

Vorsitz – Présidence: M. Cevey

**Fragestunde – Heure des questions****Frage 1:**

**Spälti. Katastrophe von Tschernobyl. Schadenersatzforderungen an die UdSSR**  
**Catastrophe de Tchernobyl. Demandes de dommages-intérêts à l'URSS**

*Am 29. September 1986 hat mir Bundesrat Aubert zugesagt, dass nach Vorliegen juristischer Abklärungen die Schadenersatzforderungen bei der UdSSR geltend gemacht werden. Ausserdem hat Bundesrat Furgler am 15. Dezember 1986 weitere Auskünfte in Aussicht gestellt.*

*Sind diese juristischen Abklärungen nun gemacht worden, und wann wird bei der UdSSR betreffend Geltendmachung der Schadenersatzforderungen interveniert?*

**M. Aubert**, président de la Confédération: Nos travaux se poursuivent. Le Conseil fédéral étudie actuellement la possibilité d'allouer certaines indemnités à des producteurs particulièrement touchés par la catastrophe de Tchernobyl. Il s'agira cependant de prestations volontaires, la Confédération estimant, à juste titre, qu'elle n'a, en la matière, aucune responsabilité.

Sur le plan international, les travaux se poursuivent, et c'est ainsi que le Comité d'experts sur le droit international public du Conseil de l'Europe examinera la question des responsabilités dans des catastrophes de ce type, sous l'aspect du droit international public. Ce comité tiendra sa prochaine réunion à Paris, du 23 au 25 juin prochain.

Par ailleurs, des travaux sont en cours au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne. Les pays-membres admettent qu'il faudra régler, par de nouveaux instruments juridiques, les problèmes des responsabilités lors de tels accidents, et cela en dehors des conventions existantes auxquelles, au demeurant, l'Union soviétique n'est pas partie.

**Spälti:** Ich danke für die Beantwortung des ersten Teils meiner Frage; aber auf die konkrete Frage, wann nun bei der Sowjetunion interveniert wird, sind Sie nicht eingegangen. Ich muss darauf hinweisen, dass Sie mir am 29. September 1986 zugesagt haben, man würde bei der Sowjetunion intervenieren, sobald die entsprechenden Abklärungen und der Bericht über die Ursachen des Unfalls vorliegen. Bundesrat Furgler hat am 15. Dezember 1986 ebenfalls zugesagt, dass die entsprechende Intervention stattfinden werde. Ich stelle konkret nochmals die Frage – die Sache schleppt sich nun seit über acht Monaten dahin –, in welchem Zeitrahmen der Bundesrat nun bei der Sowjetunion intervenieren wird. Die Voraussetzungen dazu sollen günstig sein, da die Beziehungen – nach Ihren Aussagen – sehr gut sind und da sich die Sowjetunion – allerdings in einem anderen Zusammenhang – gerade gegenüber Grossbritannien mit Bezug auf Schadenersatzforderungen von britischen Gläubigern sehr grosszügig gezeigt hat.

**M. Aubert**, président de la Confédération: Je crois qu'il est très difficile de citer en exemple le cas britannique. En effet,

la Grande-Bretagne disposait de certains fonds soviétiques que l'URSS a accepté de libérer et de laisser en possession de ceux qui émettaient des prétentions dans ce domaine. Malheureusement, nos banques n'ont pas de comptes soviétiques dont nous pourrions disposer, avec l'accord de l'Union soviétique.

En outre, Monsieur Spälti, comme vous l'avez relevé, nous attendons que les études sur la question soient terminées; c'est ce dont nous avons parlé en septembre 1986 et ce qui vous avait été confirmé le 15 décembre 1986 par M. Furgler. Plus précisément, je vous l'ai dit, nous attendons que les travaux du Comité d'experts du droit international du Conseil de l'Europe aient pris fin. Nous attendons également les résultats de l'AIEA qui travaille, à Vienne, sur ces problèmes. Il est extrêmement difficile, en l'absence d'une base juridique précise, et du fait que l'Union soviétique n'est pas partie aux conventions existantes, de pouvoir, aujourd'hui, lui réclamer des dommages-intérêts.

**Frage 2:**

**Braunschweig. Internationale Nahost-Friedenskonferenz**  
**Conférence internationale sur la paix au Proche-Orient**

*Die Lage im Nahen Osten ist kriegerisch und bedrohlich für uns alle. Hungerblockaden wechseln mit militärischen Aktionen, Entführungen mit Attentaten. Der Bundesrat hat das Territorium der Schweiz den Konfliktparteien für die internationale Nahostfriedenskonferenz angeboten.*

*Ist der Bundesrat grundsätzlich bereit, auch zum Inhalt der Konferenz Vorschläge zu unterbreiten, falls solche vorhanden, sinnvoll und aussichtsreich sind?*

*Wie beurteilt der Bundesrat die Chancen dieser heute noch umstrittenen Nahostfriedenskonferenz (unter Einbezug auch der PLO) kurzfristig für Entspannung und mittelfristig für weitere Fortschritte?*

**M. Aubert**, président de la Confédération: Les renseignements qui ont été fournis par la presse et l'intense activité diplomatique qui a été développée au Proche et au Moyen-Orient ont pu donner l'impression, durant les semaines et les mois écoulés, qu'une conférence internationale sur la paix, dans cette région, allait incessamment s'ouvrir.

Toutefois, il faut être bien conscient que de nombreux obstacles continuent d'entraver la convocation d'une telle conférence. Une divergence profonde existe tout d'abord quant à l'interprétation à donner à la notion de conférence internationale. Pour les Israéliens, il s'agirait d'ouvrir la conférence de manière solennelle en présence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, des pays arabes concernés et des Nations Unies, les négociations proprement dites se déroulant ensuite dans un cadre purement bilatéral.

Du côté arabe, en revanche, on estime que les Nations Unies ainsi que les délégations géographiquement étrangères au Proche Orient doivent pouvoir jouer un rôle actif lors des négociations. Les décisions de la conférence seraient, toujours selon l'interprétation arabe, contraignantes pour les parties au conflit.

De plus, du côté israélien, la discussion sur l'opportunité d'une conférence internationale divise très profondément le gouvernement en deux camps.

Comme on le voit, nous n'en sommes pas encore au stade qui permettrait à un Etat tiers de faire des propositions concrètes. Cependant, le Conseil fédéral continue d'espérer qu'une conférence qui réunisse toutes les parties au conflit puisse un jour se tenir et il serait bien entendu disposé à l'accueillir dans notre pays. J'ai personnellement confirmé cette disponibilité dans tous les pays directement intéressés au règlement pacifique de ce conflit et, dernièrement encore, au président de l'Etat d'Israël. Je le ferai probablement encore au Roi de Jordanie.

Une telle conférence internationale contribuerait sans aucun doute à relancer le processus de paix au Proche-Orient et permettrait à toutes les parties de faire valoir leur position autour d'une table de négociations plutôt que par la

force. Je peux vous le confirmer, nous n'avons cessé d'offrir nos bons offices et notre disponibilité pour qu'une telle conférence puisse avoir lieu.

### Question 3:

#### **Soldini. Verbreitung von Aids in der Schweiz SIDA. Extension du mal. La Suisse en tête du peloton**

*Le 4 mai 1987, l'Organisation mondiale de la santé, qui centralise à Genève les données concernant cette terrible maladie, recensait officiellement 48 527 cas de SIDA répartis dans 105 pays, tous continents confondus. Cet organisme international considère que, en fait, le nombre des personnes infectées se situe autour de 100 000 et qu'il y aurait actuellement entre 5 et 10 millions de séropositifs, c'est à dire contaminées par le virus, mais chez qui la maladie ne s'est pas encore déclarée.*

*En Europe, selon les mêmes sources, c'est la Suisse qui présente le plus grand nombre de cas par million d'habitants (30,1). Dans notre pays, on estime que 15 pour cent de la population homosexuelle masculine et 50 à 60 pour cent de la population toxicomane sont actuellement porteurs du virus.*

*Comment le Conseil fédéral explique-t-il le développement inquiétant du SIDA dans notre pays et quelles mesures compte-t-il prendre à l'encontre des groupes à haut risque mentionnés ci-dessus pour enrayer, si faire se peut, l'extension foudroyante de cette épidémie?*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Pour répondre à votre question, Monsieur Soldini, médecins et hôpitaux déclarent actuellement les cas de SIDA anonymement et – je le souligne – à titre facultatif. Ces déclarations, faites en général avec une très grande diligence, expliquent probablement, de l'avis de l'Office fédéral de la santé publique, en grande partie, le pourcentage élevé des cas de maladie signalés en comparaison avec ceux des autres pays européens. Il est admis en outre, que le nombre de personnes en mesure financièrement de s'offrir des voyages dans les régions à haute endémie est plus élevé dans notre pays que généralement ailleurs. Voilà les deux causes du chiffre élevé et préoccupant que vous avez indiqué dans votre question.

A la suite, Monsieur Soldini, du concept SIDA, qui a été approuvé par le Conseil fédéral, nous soutenons les campagnes d'informations spécifiques menées auprès des groupes de population au comportement à haut risque. Il n'y a donc pas seulement une campagne d'information générale, mais également des campagnes d'informations spécifiques. Les premières expériences ont d'ailleurs montré que ces efforts d'information ne sont pas inutiles. Nous les suivons – comme vous le savez – sur la base de statistiques et d'enquêtes par des instituts spécialisés.

De l'avis de tous les spécialistes, les mesures répressives ont pour effet d'inciter les personnes infectées, de même que celles qui sont atteintes du SIDA à se cacher. De sorte qu'elles ne peuvent plus être ni soignées ni contrôlées. Quant au reste de la population, de telles mesures, de l'avis de ces mêmes spécialistes, ne feraient qu'encourager une illusion qui n'aurait pas de fondement de sécurité.

**M. Soldini**: J'ai écouté avec intérêt la réponse du Conseil fédéral à ma question. Je dois cependant constater qu'un certain nombre de pays européens ont pris des mesures prophylactiques et juridiques pour essayer de se prémunir contre la propagation de ce mal sur leur territoire. Juridiquement, la Suisse aurait-elle aussi les moyens de ne pas laisser entrer sur son territoire les personnes atteintes du SIDA? Sur la base de la loi fédérale du 18 décembre 1970 sur la lutte contre les maladies transmissibles, deux ordonnances, l'une du 17 juin 1974, l'autre du 6 juillet 1983, visent à empêcher que les maladies contagieuses de l'homme ne soient introduites de l'étranger. Or, le SIDA n'a pas été inclus dans la liste des affections transmissibles et, se substituant au Conseil fédéral, la personne chargée de l'information à l'Office fédéral de la santé publique vient de déclarer: «Des

mesures coercitives seraient inutiles et dangereuses. Les personnes concernées, craignant des discriminations, auraient tendance à se cacher et une bonne surveillance épidémiologique ne serait plus possible.». En entérinant ces propos, le Conseil fédéral est-il en train de mettre en veilleuse la base juridique de la loi de décembre 1970 et des ordonnances subséquentes ou va-t-il se mobiliser pour faire face à un des plus graves dangers qu'a connus notre pays dans le domaine des épidémies?

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Il ne s'agit pas du tout, de mettre en veilleuse quoi que ce soit. Il s'agit de vous dire quelle est actuellement l'opinion du Conseil fédéral – je suis ici pour le faire – et non pas pour vous donner quelque technique que ce soit. Ce problème est récent, il doit être suivi jour après jour et il continue de l'être. Mais nous pensons également que les mesures de répression, mêmes préventives, que vous envisagez n'aideraient pas à la solution de ce dramatique problème.

### Frage 16:

#### **Günter. Bluttest für Arbeitsuchende Demandeurs d'emploi. Contrôle du sang**

*Was befürchtet werden musste, scheint nun einzutreffen: Arbeitgeber verlangen von Arbeitsuchenden offenbar nun eine ärztliche Untersuchung, welche auch die Entnahme von Blut, z. B. für den HIV-Test, beinhaltet. Begründet wird diese Massnahme nicht nur mit dem Risiko für den neuen Arbeitgeber, sondern auch für die Pensionskasse. Es ist klar, dass testpositive Personen, wenn dies einmal bekannt ist, keine Chance haben, die Stelle zu bekommen. Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um diese unglückliche Entwicklung zu steuern?*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Monsieur Günter, je réponds à votre question en me substituant ici au chef du Département de l'économie publique, car il s'agit d'un problème qui dépend de l'OFIAMT. Toutefois, pour des raisons de rationalité, je vous donne lecture de la réponse.

Afin d'intensifier la lutte contre le SIDA, le Conseil fédéral a décidé de créer – vous le savez – un groupe d'experts élargi. Ce groupe qui se constitue en ce moment-même sera chargé d'examiner, dans les meilleurs délais, les mesures appropriées à prendre. Ses activités s'étendront également à un domaine secondaire du SIDA, aux postes de travail et c'est là votre question. Jusqu'ici il n'y a pas de preuve que des entreprises auraient fait effectuer des tests de dépistage du SIDA sur des candidats. Selon les informations fournies par les médecins d'entreprises, celles-ci renoncent actuellement à de telles mesures, compte tenu du faible risque d'infection aux postes de travail. En effet, sur la base des recherches effectuées jusqu'ici dans ce domaine, on peut affirmer que l'observation des règles élémentaires d'hygiène suffit pour empêcher toute transmission du virus responsable du SIDA, même pour les travailleurs de professions exposées à des risques potentiels. En revanche, il est arrivé dans certains cas isolés que les travailleurs eux-mêmes ont exigé le licenciement ou le non-engagement de personnes qu'ils savaient être séropositives. Là aussi, ma réponse est la même que celle que j'ai donnée à M. Soldini, le Conseil fédéral observe attentivement la situation aidé en cela par le groupe de travail dont j'ai parlé. Il estime toutefois qu'à l'heure actuelle et en l'absence d'une base légale, une intervention ne s'impose pas.

**Günter**: Es ist so, dass die voraussehbare politische Entwicklung mit wilden Repressionsmassnahmen und Schuldzuweisungen, wie wir sie im nahen Ausland erleben (Aussonderungen in der Gesellschaft), beinahe zu ebensoviel Bedenken Anlass geben muss wie die Krankheit Aids selbst. Ich bin sehr froh, dass man bisher in der Schweiz eine vernünftige Politik betrieben hat. Das bedingt, Herr Bundesrat, dass man weiterhin frühzeitig handelt, damit man nicht unter Zugzwang kommt. Daher müssen wir ver-

bieten, dass Arbeitgeber von ihren Arbeitnehmern bei der Einstellung den Bluttest verlangen. Hier muss ein Verbot her, und zwar je rascher desto lieber. Es braucht ein klares Verbot, wenn wir nicht in einigen Jahren ein riesiges Arbeitslosenproblem bekommen wollen. Herr Bundespräsident, Sie sagten mir das letzte Mal, bei den Pensionskassen gebe es keine Probleme, es bestehe ja ein Obligatorium. Heute wissen wir, dass bei Anstellungen Tests gemacht werden im Hinblick auf die Pensionskassen der Betriebe. Sie müssen uns heute sagen, wie der Bundesrat vorzugehen gedenkt. Ich bitte den Bundesrat, ein Verbot möglichst rasch zu erlassen, bevor das Problem noch grösser wird.

Bundesrat **Cotti**: Auch hier, Herr Günter, habe ich Ihnen die Auffassung des Bundesrates bekanntgegeben. Wenn wir mit Verboten beginnen, kommen wir nicht zu Ende. Die Philosophie, die Ihrer Frage zugrunde liegt, ist diametral verschieden zu derjenigen, die der Frage von Herrn Soldini zugrunde liegt. Der Bundesrat glaubt vorderhand, den Weg der Mitte verfolgen zu müssen. In dieser Beziehung ist es unseres Erachtens heute nicht nötig, mit Zwangsmassnahmen ins Arbeitsverhältnis einzugreifen. Aber – wie gesagt – wir verfolgen die Angelegenheit von Tag zu Tag.

#### Frage 4:

##### **Künzi. Forstgesetz. Revision Loi sur les forêts. Révision**

*Zeitungsberichten ist zu entnehmen, dass das neue Waldgesetz infolge Zielkonflikten vorläufig noch nicht spruchreif sei.*

*Kann sich der Bundesrat über den zeitlichen Ablauf äussern und wie beurteilt er die erwähnten Zielkonflikte?*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Monsieur Künzi, vous posez des questions quant à la réalisation de la révision de la loi forestière. Je peux vous dire que le Conseil fédéral va, très vraisemblablement avant l'été encore, prendre connaissance des résultats de la procédure de consultation. Vous indiquez qu'il y a des divergences, le contraire serait tout à fait anormal. Selon toute vraisemblance, toutefois, nous arriverons dans des délais suffisamment rapides à un projet de loi capable de susciter un large consensus. Il n'est donc pas exact de dire que la nouvelle loi forestière n'est pas mûre en raison de divergences éventuelles. A notre avis, en apportant quelques précisions, on pourra trouver une solution équilibrée à soumettre au Parlement. L'urgence est évidente, face à la situation générale des forêts. J'ai imparti à l'office fédéral compétent des délais aussi courts que possible pour réaliser, à l'intention du Conseil fédéral, un projet de message qui devrait être, dans la plus large mesure possible, fondé sur un large consensus.

#### Question 5:

##### **Robbiani. Sammlung Thyssen Collection Thyssen**

*Quelles sont les intentions du Conseil fédéral et les possibilités que la Confédération a d'intervenir en ce qui concerne le transfert éventuel de Lugano à Madrid de la pinacothèque appartenant à M. von Thyssen?*

*Que demande-t-on et qu'est-on disposé à faire pour garantir la gestion de cette prestigieuse collection d'art: accorder une subvention, autoriser un dégrèvement fiscal, créer une fondation, procéder à une intervention de caractère politico-culturel?*

**Cotti**, consigliere federale: L'on. Robbiani segnala il problema della collezione Thyssen di Lugano.

Posso confermare che, come lui, anche il Consiglio federale è particolarmente sensibile all'importanza straordinaria del mantenimento in Svizzera di questa collezione. Del resto, non appena le autorità ticinesi, che sono competenti in primo luogo per materia, hanno richiesto al Consiglio federale di intervenire, quest'ultimo è tempestivamente intervenuto segnalando ai responsabili e proprietari della colle-

zione l'importanza essenziale che il Consiglio federale attribuisce alla permanenza della collezione in Svizzera. Il governo è naturalmente conscio che la decisione finale compete ai proprietari della collezione. Essa crede però che un suo intervento abbia un significato importante anche dal profilo morale. E' reso noto nel contempo ai proprietari che il Consiglio federale è anche disposto a prendere delle misure concrete – che si rivelassero necessarie – affinché la decisione possa possibilmente andare nella direzione della permanenza della collezione in Svizzera.

Segnalo ancora all'on. Robbiani che, fra queste possibilità, esiste anche quella che, da parte della Confederazione, siano prese a carico una parte delle spese come sussidio unico per la realizzazione dello stabile tendente a ospitare, eventualmente, la futura collezione.

Ma non abbiamo escluso neppure altre possibilità che potrebbero eventualmente rendersi necessarie sulla base delle trattative che nei prossimi mesi saranno condotte con il barone Thyssen.

Una risposta – on. Robbiani – più approfondita al problema sarà data nel quadro della risposta all'interpellazione urgente dell'on. Müller-Meilen.

**M. Robbiani**: Ci sarebbe molto da dire specialmente dopo le recenti dichiarazioni rilasciate a Madrid dal barone von Thyssen. Cito un dispaccio d'agenzia: «Die Schweiz hat keine Museumstradition, und die Schweizer sind an Kunst nicht besonders interessiert.» Queste dichiarazioni, nelle versioni giornalistiche, sono quantomeno contraddittorie rispetto alla reiterata disponibilità del proprietario a mantenere la collezione in Svizzera.

Si ha l'impressione, come succede nelle migliori famiglie, che anche in quella del barone von Thyssen non ci sia perfetta identità di vedute. L'ultima parola spetterà ai proprietari della collezione, è vero.

Speriamo però che non si giochi al rialzo trasformando un'operazione culturale in un «marché de tapis».

Comunque potremo riprendere, come lei ha detto, il discorso discutendo dell'interpellanza dichiarata urgente del collega Müller-Meilen.

Registro per il momento la disponibilità e l'impegno del Consiglio federale per mantenere in Svizzera un tesoro d'arte e, con il Cancelliere Ferrer, di manzoniana memoria, le vorrei suggerire, on. Consigliere federale, «adelante, ma con juicio»!

**M. Cotti**, conseiller fédéral: L'expression de Ferrer a toujours été, si M. Robbiani y consent, une des maximes de mon attitude. J'accepte par conséquent très volontiers sa recommandation.

#### Frage 6:

##### **Seiler. UNEP-Tagung in Nairobi PNUE. Conférence de Nairobi**

*Im Juni findet im Rahmen der UNO-Umweltorganisationen (UNEP) in Nairobi eine Ratssitzung statt, die im Zusammenhang mit dem Export von gefährlichen Chemikalien (v. a. Pestiziden) in die Entwicklungsländer von grosser Bedeutung ist.*

*Welches ist die Haltung der Schweiz an dieser Tagung?*

*Wird sie sich insbesondere dafür einsetzen, dass a. vor dem Export von gefährlichen Chemikalien die Zustimmung seitens der Regierung des Importlandes vorhanden sein muss und*

*b. die Importstaaten durch die Exportländer über die Gefahren und Anwendungsbereiche der zu liefernden Giftstoffe im voraus informiert werden müssen?*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: En effet, Monsieur Seiler, du 8 au 19 juin, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dont la Suisse fait partie, devra approuver entre autres les lignes directrices relatives à l'échange d'informations sur les produits chimiques. Ces lignes directrices ont été préparées et réalisées

avec la participation directe et active de la Suisse. Nous les soutenons dans leur forme actuelle.

En ce qui concerne l'exportation des produits chimiques interdits ou strictement réglementés, ce texte ne préconise pas le consentement préalable des autorités compétentes du pays importateur pour que l'exportation de ces produits ait lieu, mais il recommande que les pays exportateurs informent les pays importateurs au moment de la première opération d'exportation en expliquant pourquoi le produit exporté a été réglementé dans le pays d'origine. Le problème du consentement préalable, Monsieur Seiler, continue tout de même de faire l'objet d'approfondissements au niveau international. Je vous signale à ce sujet les débats qui ont lieu actuellement au sein de la FAO et du PNUJ. Cette question est également examinée en ce moment au sein des Communautés européennes. Je dirai donc que les lignes directrices qui nous l'espérons, seront approuvées à Nairobi ces prochains jours, ne constituent qu'un premier pas vers une évaluation supplémentaire qui sera probablement nécessaire au niveau international. Mais si ce premier pas pouvait déjà bénéficier, ce qui n'est pas certain, d'un consensus international suffisant, ce serait déjà une bonne chose et en tant que représentant suisse, nous serions satisfaits.

**Frage 7:**  
**Loretan. Geländekorrekturen. Verordnung über ein Verbot**  
**Corrections de terrain. Projet d'ordonnance**

*In der Antwort vom 29. September 1986 auf meine Einfache Anfrage vom 19. Juni 1986 betreffend Skipistenplanierungen stellte der Bundesrat mit deutlichen Worten das Unge-nügen der Richtlinien des Eidgenössischen Departementes des Innern von 1979 über «Eingriffe in die Landschaft im Interesse des Skisportes» fest: Dem EDI solle Auftrag für eine gesamtschweizerische Erhebung erteilt werden; geprüft werde der Erlass einer Verordnung über ein Verbot grösserer Geländekorrekturen sowie die Sanierung bestehender Planierungen. Angesichts neuer Projekte für touristische Erschliessungen (z. B. im Saastal, im Vallon de Réchy usw.) und für Kapazitätssteigerungen bei bestehenden Anlagen frage ich den Bundesrat, wieweit die in Aussicht gestellten Erhebungen gediehen sind und wann insbesondere mit dem Erlass der angekündigten, auch nach Ansicht des Bundesrates unausweichlichen Verordnung zu rechnen ist.*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Vous avez posé, Monsieur Loretan, une question relative au problème du nivellement des pistes de ski, problème qui avait déjà été évoqué dans la réponse à votre question ordinaire du 19 juin 1987. Les résultats des recherches, effectuées dans onze régions test, seront disponibles à fin novembre 1987. Une fois en leur possession, il conviendra d'examiner comment réviser éventuellement les directives sur les pistes de ski. Il faudra également voir s'il y a lieu de modifier des textes législatifs fédéraux et si oui, dans quelles mesures. Je vous précise que pendant l'été, j'essaierai d'effectuer personnellement quelques visites sur place pour me convaincre d'un problème dont vous avez eu l'amabilité de me parler, il y a quatre jours.

**Loretan:** Ich danke Herrn Bundesrat Cotti für seine Antwort und das Verständnis, das er dem Anliegen, das nicht nur das meinige ist, entgegenbringt. Er hat jetzt – wie schon der Gesamtbundesrat in seiner Antwort auf meine Einfache Anfrage vom 19. Juli 1986 – in Aussicht gestellt, dass eventuell eine Verordnung über das Verbot grösserer Geländeplanierungen im Interesse des Skisportes erlassen würde. Ich bin der Meinung, dass neun Jahre, nachdem der frühere Nationalrat Ruedi Schatz das Problem mit einer Motion aufgegriffen hat, nun doch die Zeit gekommen wäre für energischere Eingriffe als blosse Richtlinien. Ich frage daher Herrn Bundesrat Cotti, ob er nicht auch der Meinung ist, dass nun die Zeit der Richtlinien vorbei ist, dass genügend Beweismaterial vorliegt, um deren Ungenügen festzustellen,

und dass der Bund jetzt unverzüglich, gestützt auf klare gesetzliche Grundlagen im Raumplanungsgesetz und im Natur- und Heimatschutzgesetz, mit einer Verordnung eingreifen muss!

**Bundesrat Cotti:** Ich glaube auch, Herr Loretan, dass die Zeit nun gekommen ist, wenn Sie gestatten, dass ich mir ebenfalls eine persönliche Meinung bilde. Dafür bin ich Ihnen dankbar.

**Frage 8:**  
**Morf. Kulturartikel**  
**Article constitutionnel sur la culture**

*Bei der Behandlung der Pro Helvetia-Botschaft sagte Bundesrat Cotti, das Volk habe einen Kulturartikel abgelehnt, es wäre verfehlt, kulturelle Tätigkeiten auszuweiten oder mehr finanzielle Mittel zur Verfügung zu stellen.*

*Die Schaffung eines Kulturartikels wurde nicht abgelehnt, sondern durch das doppelte Ja verhindert. Die Ja-Stimmen von Initiative und Gegenvorschlag betrugen 56 Prozent.*

*Ich frage den Bundesrat: Sollte diese Tatsache also nicht als klarer Auftrag angesehen werden, die Botschaft zu einem neuen Kulturartikel vorzubereiten und die Kulturaufgaben des Bundes noch besser wahrzunehmen?*

**M. Cotti**, conseiller fédéral: Dans sa réponse aux interventions Morf et Hess, le Conseil fédéral a réaffirmé son intention de maintenir son engagement culturel après la votation populaire du 28 septembre 1986. Pour la première fois depuis cette date, vous le savez, Madame Morf, le projet de financement de la fondation Pro Helvetia, pour les années 1988–1991, est donc l'occasion de déterminer – et le Conseil fédéral l'a précisé dans le message – tant pour le Conseil fédéral que pour le Parlement, s'il faut poursuivre la politique de présence fédéraliste, adoptée par la Confédération en matière culturelle. A long terme, il serait toutefois souhaitable que l'action de la Confédération, dans le domaine de la culture, dispose d'une base constitutionnelle expresse dans l'intérêt d'une définition claire des compétences.

Le fait que les deux projets présentés le 28 septembre dernier aient obtenu une majorité de oui, d'un point de vue strictement arithmétique, n'est hélas pas encore une raison d'interpréter ce résultat comme un mandat tendant à la préparation immédiate d'un nouveau message sur un article sur la culture. Le Conseil fédéral a cependant l'intention d'étudier attentivement cette question. Il est certain qu'un article constitutionnel est nécessaire dans la constitution, mais après le vote de l'année passée, il faut, de l'avis du Conseil fédéral, laisser s'écouler un certain temps pour nous approcher encore une fois du peuple suisse, afin qu'il en décide souverainement.

**Frau Morf:** Ich bin ein bisschen erstaunt. Ich habe im Dezember eine Motion eingereicht, in der ich diese Ueberlegungen auch angestellt habe. Nämlich diese vereinigten Ja-Stimmen, die wir bei der Abstimmung hatten, als einen klaren Auftrag anzusehen, einen neuen Kulturartikel vorzulegen war. Vom BAK hat man mich vor kurzem angerufen und gefragt, ob ich einverstanden wäre, wenn die Motion erst im Herbst zur Behandlung käme, nach der Behandlung der Pro Helvetia-Botschaft, damit der Bundesrat abschätzen könne, wie die Stimmung hier im Rat sei. Aber so, wie Sie sich im Ständerat und jetzt hier geäussert haben, scheint mir: Sie wollen eigentlich nicht so sehr hören, was das Parlament dazu sagt, sondern Sie haben Ihre Meinung schon abgeschlossen. Deshalb habe ich jetzt zwei Anschlussfragen. Die eine ist die: Was verstehen Sie unter «längerfristig», unter «un certain temps»? Zweitens: Wie kommen Sie dazu, die Situation in einem so anderen Licht zu sehen – wo es doch 56 Prozent der Stimmbürger waren, die zu einem Kulturartikel, welcher Art auch immer, ja gesagt haben?

**Bundesrat Cotti:** Frau Morf, gestatten Sie, dass ich kurz auf Ihr Erstaunen eingehe. Ich darf das ohne Verdacht zu erwek-

ken tun, denn Sie wissen, welchen Standpunkt ich bezüglich des Kulturartikels bei der Diskussion in der Kommission wie auch vor dem Volk vertreten habe. Ich war selber bei verschiedenen Volksversammlungen dabei.

Ich bin etwas erstaunt, denn ich habe fast den Eindruck, als ob ein Beschluss des Volks bei gewissen Leuten überhaupt keine Folgen zeitige. Das Volk hat sich leider – leider sage ich – so ausgesprochen. Ich bin der Auffassung, gewisse Kulturvertreter seien an diesem leidigen Ausgang selber schuld; das muss ich offen sagen. Ich wiederhole aber: selbstverständlich brauchen wir eine fundierte Verankerung der Kulturpolitik des Bundes. Nach dem Beschluss des Volkes vom letzten Jahr möchte sich der Bundesrat eine gewisse Zeit nehmen, um die ganze Sache noch einmal zu überdenken. Das bedeutet aber nicht, dass die heutige Kulturpolitik verändert wird. In der jüngsten Botschaft über die Beiträge an die Pro Helvetia haben wir klar festgehalten, dass die aktuelle föderalistische Kulturpolitik weiter verfolgt wird, wenn das Parlament es will (Sie wissen ganz genau, dass auch von hoher Warte vor der Volksabstimmung behauptet wurde: wenn es ein Nein gibt, dann muss man halt gegenüber der heutigen Politik zurückkriechen). Wir möchten mit dem Einverständnis des Parlamentes diese Politik *grosse modo* wie bisher weiter verfolgen. Eine Verstärkung dieser Politik gibt es unserer Auffassung nach – angesichts des Volksentscheids vom letzten Jahr – nicht, bis der Bundesversammlung ein neuer Kulturartikel vorliegt. Zum Zeitverlauf kann ich mich heute nicht äussern. Wir wollen einmal hören, was der Ständerat und der Nationalrat zur Botschaft über die Pro Helvetia und eventuell auch zu Ihrer Motion sagen werden.

#### Frage 9:

**Müller-Meilen. Bestand an Katalysatorfahrzeugen des Bundes**

**Parc des véhicules de la Confédération équipés de catalyseurs**

*Wie hoch ist heute der Anteil an Katalysatorfahrzeugen am Bestand der benzinbetriebenen Motorfahrzeuge des Bundes, der PTT und der SBB, und bis wann rechnet der Bund damit, den ganzen Bestand mit Katalysatoren ausgerüstet zu haben?*

Bundesrat **Koller**: Seit dem 1. Juli 1985 werden mit Benzin betriebene Verwaltungs- und Dienstfahrzeuge der Bundesverwaltung sowie Instruktorwagen der Armee nur noch mit Katalysatoren beschafft. Insgesamt sind in diesem Zeitraum rund 920 Katalysatorfahrzeuge neu beschafft worden. Der prozentuale Anteil der mit Katalysator ausgerüsteten Personenwagen der Bundesverwaltung und der Instruktorwagen beträgt heute rund 17 Prozent. In diesem Zusammenhang darf daran erinnert werden, dass dieser Anteil im landesweiten Mittel der zivil immatrikulierten Motorfahrzeuge heute bei etwas über 5 Prozent liegt. Weil ältere Motorfahrzeuge aus technischen und Kostengründen nicht nachträglich mit Katalysatoren ausgerüstet werden können, dürfte es noch etwa sechs Jahre dauern, bis alle Personenwagen der Bundesverwaltung und der Instruktorwagen auf dem Weg der Neubeschaffung über Katalysatoren verfügen.

Aehnlich liegen die Verhältnisse bei den PTT und SBB. Bei den PTT liegt der Anteil der mit Katalysator ausgerüsteten Motorfahrzeuge heute bei rund 12, bei den SBB bei rund 10 Prozent. Bei beiden Regiebetrieben wird der gesamte Bestand der benzinbetriebenen Verwaltungs- und Dienstfahrzeuge in sieben bis acht Jahren über Katalysatoren verfügen.

#### Frage 10:

**Wyss. Sendung im Deutschen Fernsehen über die schweizerische Armee**

**Emission sur l'armée suisse à la télévision allemande**

*Im Ersten Deutschen Fernsehen ist am Montag, den 1. Juni, eine Sendung unter dem Titel «Der Traum vom Schlachten der heiligsten Kuh» gesendet worden, die ein Zerrbild unse-*

*rer Armee zeigte, die bei aller Offenheit für die Pressefreiheit als bedenklich bezeichnet werden muss. In der Sendung wurde mitgeteilt, dass offizielle Stellen in Bern sich gewei-*

*gert hätten, an der Sendung mitzuwirken. Ich frage den Bundesrat an, ob diese Aussage stimmt. Wenn ja, was waren die Gründe für eine Absage, und wie beurteilt er in diesem Zusammenhang den Inhalt der Sendung?*

#### Frage 11:

**Müller-Wiilberg. Deutsches Fernsehen. Frontalangriff auf unsere Armee**

**Emission sur l'armée suisse à la télévision allemande**

*Im Gegensatz zu andern ausländischen Fernsehsendungen über die Schweizer Armee wurde am Deutschen Fernsehen am 1. Juni 1987 ein provozierender ARD-Dokumentarfilm des Schweizer Journalisten Brodmann ausgestrahlt. Schweizer Schriftsteller und «Aussteiger aus der Armee» verletzten das Ehrgefühl vieler Landsleute durch ihre negativen und diffamierenden Äusserungen über unsere Armee aufs tiefste.*

*1. Wusste der Bundesrat um diese Ausstrahlung?*

*2. Welcher Einfluss kann auf solche Sendungen ausgeübt werden?*

*3. Kann der Bundesrat Gegenmassnahmen treffen, z. B. im Sinne einer Gegendarstellung, und ist er bereit, diese und mögliche andere Massnahmen zu treffen?*

*4. Was ist vorgesehen, um in Zukunft solche Machenschaften zu verhindern?*

#### Frage 12:

**Oehen. Deutsches Fernsehen. Sendung über die schweizerische Armee**

**Emission sur l'armée suisse à la télévision allemande**

*Diffamierung der Schweizer Armee im Ersten Deutschen Fernsehen vom 1. Juni 1987 – Sendung «Der Traum vom Schlachten der heiligsten Kuh».*

*Wie beurteilt der Bundesrat die oben erwähnte Sendung?*

*Welche Möglichkeiten stehen den Behörden zur Verfügung, um Verdrehungen und Unwahrheiten über unser Land und seine Institutionen in den Massenmedien zu begegnen?*

Bundesrat **Koller**: Während der Vorbereitung des genannten Fernsehfilms hat dessen Autor den Informationsdienst des eidgenössischen Militärdepartementes telefonisch um die Stellungnahme eines möglichst ranghohen Vertreters der Armeeführung – Generalstabschef oder Ausbildungschef – zur Initiative für die «Abschaffung der Schweizer Armee» ersucht. Aufgrund des Primats der Politik über die Armee gilt im EMD der Grundsatz, dass sich Armeevertreter öffentlich zu politischen Fragen nicht äussern, bevor Bundesrat und eidgenössische Räte zu einem Geschäft abschliessend Stellung bezogen haben. Das Begehren wurde in der gewünschten Form deshalb zwar abgelehnt, doch wurde Herrn Brodmann empfohlen, bei einem höheren Stabsoffizier im Ruhestand um eine solche Stellungnahme nachzusuchen. Geeignete Adressen ehemaliger Generalstabs- und Ausbildungschefs wurden ihm genannt. Es wurde ihm ausserdem geraten, sich auch bei Parlamentariern um eine Meinungsäusserung zu bemühen.

Warum der Film keine solche Stellungnahme enthielt, ist dem Bundesrat nicht bekannt. Klar scheint ihm indessen, dass eine solche Erklärung an dem vom Autor und seinen sonstigen Gesprächspartnern offensichtlich gewollten armeefeindlichen Grundmuster des Films nichts hätte ändern können. Den Inhalt dieser Sendung betrachtet der Bundesrat als Propaganda für die Initiative zur Abschaffung der Armee. Dem Bundesrat ist unverstänlich, dass eine ausländische, staatliche Anstalt für die Sendung eines derart tendenziösen, gegen eine zentrale Institution eines befreundeten Landes gerichteten Films Hand bot. Besonders bedauerlich findet er, dass sich namhafte Schweizer dazu hergaben, in bezug auf Einsatz und Auftrag unserer Milizarmee krasse geschichtliche Unwahrheiten zu verbreiten.

Der Bundesrat denkt nicht daran, gegen dieses oder ähnliche Medienerzeugnisse irgendwelche Schritte zu unternehmen. Er weiss vielmehr – und der Posteingang im EMD seit vergangenem Dienstag bestätigt diese Erkenntnis –, wie klar die ganz grosse Mehrheit des Schweizervolkes derart tendenziöse Sendungen durchschaut.

Im übrigen wird der Bundesrat Gelegenheit haben, im Rahmen der Botschaft zur Volksinitiative «Schweiz ohne Armee» die Gründe darzulegen, weshalb wir es nach wie vor für notwendig, gerecht und richtig halten, jenen notfalls mit Waffengewalt zu widerstehen, die uns die Fähigkeit nehmen möchten, uns selbst zu regieren.

Mit dieser Antwort betrachten wir auch die dringliche Einfache Anfrage von Herrn Bonny zum gleichen Gegenstand als erledigt. *(teilweise Beifall)*

#### Question 13:

##### Jeanneret. Schwerverkehrsabgabe Redevance sur les poids lourds

*La taxe poids lourds malheureusement introduite par la Suisse en 1985 ne cessant d'être la cause de conflits avec les autres pays européens, que pense le Conseil fédéral des négociations actuellement en cours? Que va-t-il faire face à une situation qui empire régulièrement, pour sauvegarder les intérêts légitimes des transporteurs helvétiques, tout en conservant des relations positives avec les Etats voisins?*

#### Question 14:

##### Houard. Lastwagenkrieg «Schweiz-Italien» Guerre des camions «Suisse-Italie»

*Le Conseil fédéral a décidé le 1er juin 1987 de surseoir à l'introduction du régime de contingentement et d'autorisation et, éventuellement, de droits d'entrée supplémentaires pour les poids lourds italiens.*

*Cependant, les camions suisses, qui effectuent des transports en trafic triangulaire avec l'Italie continuent d'être soumis à des contrôles systématiques de la part des autorités douanières italiennes. Comme les autorisations ne sont plus disponibles, les Suisses sont exclus du trafic triangulaire alors que les Italiens ne sont soumis à aucun régime d'autorisation, ni en trafic bilatéral, ni en triangulaire et ni en transit.*

*Quelles sont les mesures envisagées par le Conseil fédéral pour remédier à cette situation inadmissible?*

Bundesrat **Stich:** Wir antworten hier gleichzeitig auf die Fragen der Nationalräte Jeanneret und Houard sowie auf die früher eingereichte Interpellation von Nationalrat Schärli.

Verschiedene Staaten belasten den schweizerischen Schwerverkehr mit Retorsionsabgaben, die in der Regel höchstens spiegelbildlichen Charakter haben. Der Bundesrat bedauert, dass diese ausländischen Abgaben einseitig und damit diskriminierend schweizerische Fahrzeuge treffen, während bekanntlich die Schwerverkehrsabgabe auf schweizerischen und ausländischen Fahrzeugen in gleichem Ausmass erhoben werden. Im übrigen sind wir überzeugt, dass die Schwerverkehrsabgabe im Ausland nur als Vorwand benutzt wird, um die schweizerische Verkehrspolitik im Strassen-Güterverkehr mit ihren, was den Umweltschutz betrifft, vergleichsweise fortschrittlichen Bestimmungen – Mass- und Gewichtsbeschränkungen, Nacht- und Sonntagsfahrverbot – zu bekämpfen.

Die vor zwei Jahren aufgenommenen Verhandlungen mit Italien über ein bilaterales Transportabkommen sind zurzeit unterbrochen. Anfangs April hat Italien zudem begonnen, Gegenmassnahmen zu ergreifen, die den durch schweizerische Fahrzeuge ausgeführten sogenannten Dreiländerverkehr ernsthaft gefährden und dazu angetan sind, die schweizerischen Transportunternehmen aus diesem wichtigen Marktsegment hinauszudrängen. Der Bundesrat hat entschieden gegen diesen Bruch eines bilateralen Übereinkommens von 1970 protestiert und von der italienischen Regierung die rasche Wiederherstellung normaler Zustände

verlangt. Sollte dies nicht geschehen, so wären wir gezwungen, die Einfahrten von in Italien immatrikulierten Lastwagen in die Schweiz zu kontingentieren.

Das italienische Verkehrsministerium hat sein grundsätzliches Interesse an einer Wiederaufnahme der Verhandlungen aufgrund eines schweizerischen Vorschlags auf dem Gebiete des kombinierten Verkehrs signalisiert. Ende letzter Woche teilte uns diese Behörde mit, dass sie für die schweizerischen Transporteure wieder Bewilligungen für den Dreiländerverkehr erteilen wird. Der Bundesrat hofft, dass mit diesem Beschluss wieder der *Status quo ante* hergestellt werden wird.

Von Schweizer Seite werden zurzeit die Vorschläge zur Verbesserung des Angebotes für den kombinierten Verkehr Strasse-Schiene ausgearbeitet, die demnächst Gegenstand neuer Verhandlungen mit Italien bilden werden. Jedenfalls müssen die Schwerverkehrsprobleme mit diesem Land im Rahmen der schweizerischen Verkehrspolitik gelöst werden.

**M. Houard:** Je remercie le Conseil fédéral de sa réponse. Je voudrais simplement attirer son attention sur le fait qu'actuellement ce transport triangulaire n'est toujours pas possible, sinon par des voies détournées. Je pense que le Conseil fédéral n'est pas d'accord que l'on utilise des voies illicites, c'est-à-dire modifications de documents pour pouvoir malgré tout passer en transit en Italie. C'est pour cette raison que la situation est très pressante et que je demande que l'on puisse, dans un délai très court, trouver une solution afin d'arrêter ces modalités illicites.

Bundesrat **Stich:** Was schweizerisches Recht anbelangt, werden keine illegalen Wege beschritten. Zum anderen ist festzuhalten, dass in Italien Wahlen bevorstehen und vermutlich wieder eine neue Regierung bestimmt werden wird. Im Moment ist es ausserordentlich schwierig, Kontakte zu haben. Es ist uns letzten Freitag versprochen worden, dass wir diese Bewilligungen bekommen sollten. Es hat sich dann gezeigt, dass der zuständige Sachbearbeiter krank war. Leider ist er auch heute noch krank.

#### Frage 15:

##### Oehen. Amtshilfe in Steuersachen. Konventionsentwurf der OECD

##### Entraide administrative en matière fiscale. Projet de convention de l'OCDE

*Nach Artikel 1 der Europarats-Statuten – Menschenrechte und grundlegende Freiheiten – hat jeder Bürger eines Europarat-Staates das Recht, jederzeit fortzuziehen, auszuwandern und sich dort niederzulassen, wo ihm die Bedingungen (seien es fiskalische oder andere) zusagen, sofern es ihm das jeweilige Landesrecht erlaubt.*

*Ist der Bundesrat nicht auch der Ueberzeugung, dass der Amtshilfe-Konventionsentwurf der OECD, womit auch ohne Deliktsverdacht mit Hilfe eines internationalen, elektronischen Steuerdatenaustausches selbst die völlig legale Steuervermeidung verunmöglicht werden soll, die eingangs erwähnten Rechte und Freiheiten verletzen würde?*

Bundesrat **Stich:** Der Bundesrat betrachtet weder das Statut noch die Instrumente des Europarates als fundamentale Garantie der Menschenrechte und grundlegenden Freiheiten im Sinne der Fragestellung. Der Konventionstext widerspricht gewissen schweizerischen Rechtsgrundsätzen wie auch der Auffassung unseres Landes über die internationale Zusammenarbeit in Steuersachen. Der Bundesrat hat daher den Inhalt der Konvention abgelehnt und beabsichtigt nicht, ihr beizutreten. Dementsprechend hat unser Land anlässlich seiner Behandlung im Europarat vom 6. April 1987 gegen den Konventionstext gestimmt.

**Frage 17:****Günter. Strecke Spiez-Interlaken. Umstellung Bahn-Bus Ligne BLS Spiez-Interlaken. Remplacement par un service d'autocars**

*An einer kürzlichen Kommissionssitzung hat Bundesrat Schlumpf zu erkennen gegeben, dass in Sachen Umstellung Bahn- zu Busbetrieb ein erfreuliches Umdenken im Departement stattgefunden hat. So sollen jetzt auch der Schutz der Umwelt bei der Erteilung einer Bewilligung mit einbezogen werden.*

*Darf daher die Bevölkerung der betroffenen Dörfer, welche sich fast einhellig der Absicht der BLS, einen Busbetrieb einzuführen, widersetzt, hoffen, dass der Bundesrat den Bahnanschluss aufrecht erhalten wird?*

Bundesrat **Schlumpf**: Eine gänzliche Umstellung der Bahnlinie Spiez-Interlaken stand überhaupt nie zur Diskussion. Die stündlichen Schnellzugsverbindungen Bern-Thun-Spiez-Interlaken bilden bisher schon und auch in Zukunft das wichtigste Verkehrsangebot. Mit «Bahn 2000» wird dieses stündliche Angebot noch verdichtet werden. Wenn das Vorhaben «Goldenpass», also Montreux-Spiez-Interlaken-Luzern, verwirklicht werden kann – ich halte die Idee für sehr gut –, wird diese Strecke noch aufgewertet.

Geprüft wird nur die Frage, ob allenfalls Regionalzüge durch Busbetriebe zu ersetzen sind, damit an der Strecke liegende Orte besser versorgt werden können. Das wurde ausgelöst durch ein Begehren, zusätzliche Bahnhalte einzuschalten, was als nicht zweckmässig erachtet wurde. Dann hat man eine Arbeitsgruppe eingesetzt, in der alle Gemeinden und auch die regionale Planungsgruppe neben BLS und SBB vertreten sind. Beschlüsse wurden keine gefasst, und die Sache wurde bei uns auch gar nicht anhängig gemacht. Es steht also keine allgemeine Umstellung zur Diskussion, im Gegenteil.

87.027

**SBB. Geschäftsbericht und Rechnungen 1986**  
**CFF. Gestion et comptes 1986**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 690 hiervor – Voir page 690 ci-devant

**Kühne**, Berichterstatter: Wir kommen zum Abschluss der Eintretensdebatte zu Geschäftsbericht und Rechnung der SBB für das Jahr 1986. Die Rechnungsablage unserer Staatsbahn ist am vergangenen Donnerstag mit recht viel Goodwill aufgenommen worden. Dies im Gegensatz zur harten Kritik, wie sie vor wenigen Jahren jeweils angebracht wurde. Es standen Personalfragen im Mittelpunkt, und ich möchte kurz auf sie eingehen.

Der Geschäftsleitung unserer Staatsbahn ist bescheinigt worden, dass sie nach unternehmerischen Grundsätzen handelt. Dazu ist sie von den eidgenössischen Räten gemäss Leistungsauftrag verpflichtet worden. Im Leistungsauftrag 1987 lautet Artikel 1 Absatz 1: «Die Schweizerischen Bundesbahnen richten Angebot und Investitionen auf die Anforderungen des Marktes aus.» Artikel 2: «Sie streben im Rahmen der nachstehenden Bestimmungen nach unternehmerischen Grundsätzen den Rechnungsausgleich an.»

In verschiedenen Voten schimmerte Kritik durch, die Generaldirektion gehe mit den Rationalisierungsanstrengungen zu weit. Attraktivität und guter Ruf der SBB aufgrund ihrer Kundenfreundlichkeit könnten Schaden nehmen durch Schliessung von Stationen und Reduktion der Zugsbegleitung. Andererseits ist das Ergebnis nur dank der Einsparun-

gen bei den Personalkosten nicht schlechter ausgefallen. Die Kosten für Besoldungen und Sozialleistungen machen, wenn Sie die Besoldungen, Zulagen und Vergütungen, Beiträge an Personalversicherungen und Ergänzungsleistungen für die Personalversicherungen zusammenzählen, den Löwenanteil der Aufwendungen aus, nämlich 58,7 Prozent. Es ist nun Aufgabe der Geschäftsleitung der SBB, den Zielkonflikt auszugleichen – zwischen den Wünschen der Bahnkunden, den Wünschen des Personals und dem Auftrag, nach unternehmerischen Grundsätzen den Rechnungsausgleich anzustreben. Diese Aufgabe kann nur mit gewissen Konzessionen nach verschiedenen Seiten gelöst werden. Die erfreuliche Zunahme der Bahnbenützung kann dabei durchaus neue Gesichtspunkte ergeben. Aber ein generelles Nachlassen der Bestrebungen für eine rationelle Betriebsführung und – damit zwangsläufig verbunden – schlechtere Ergebnisse würden die bahnfremdliche Stimmung im Schweizervolk wieder ins Gegenteil umschlagen lassen. Zudem würden für Investitionen die Mittel fehlen. Generaldirektor Latscha hat der Kommission erklärt, dass die Meinungsverschiedenheiten über die Zugsbegleitung im Gespräch mit dem Personal beigelegt werden können. Der Präsident der Generaldirektion hat uns auch informiert, dass die Anwerbung von Personal – vor allem in den grösseren Agglomerationen – zunehmend schwieriger werde. Mit verschiedenen gezielten Aktionen wird versucht, die Jugendlichen anzusprechen. Die Rekrutierung von Nachwuchs ist eine bedeutende Angelegenheit für unsere Bahnen. Die älteren Jahrgänge sind im Personalkörper stark vertreten. In den nächsten Jahren werden viele in Pension gehen. Die Schwierigkeiten bei Neueinstellungen haben den Personalbestand zudem um 550 Einheiten weiter absinken lassen – auf das historische Tief von 37 010 Einheiten, d. h. um 550 Einheiten tiefer, als es die Geschäftsleitung plante. Ich verweise auf die Ausführungen auf den Seiten 24, 25 und 26 des Geschäftsberichtes. Dazu kommt die recht hohe Zahl der krankheitsbedingten Absenzen, die ihrerseits zu Engpässen beim Bezug von Freitagen führt.

Diese Probleme sind recht komplex. Die Verkehrskommission hat Vertrauen in den Verwaltungsrat und die Generaldirektion der SBB. Sie haben nun die Aufgaben zu lösen. Die eidgenössischen Räte haben in letzter Zeit verschiedene wichtige Entscheide gefällt, so namentlich den Leistungsauftrag 1987, die Tarifvergünstigungen und das Modernisierungskonzept «Bahn 2000», und Sie haben somit den Rahmen abgesteckt. Es gilt nun zu optimieren. Eine Geisterbahn, wie sie Herr Ammann etwas übertrieben an die Wand gemalt hat, will niemand. Die Verkehrspolitik von Bundesrat und Parlament hat Zug und Ziel. Folgen wir ihr also weiter! In diesem Sinne bitte ich Sie, den Beschlüssen der Verkehrskommission zuzustimmen.

**M. Massy**, rapporteur: Concernant le débat d'entrée en matière, force est de constater que les différents groupes de ce Parlement n'émettent que peu de critiques ou en tout cas des critiques peu importantes face à la gestion et aux comptes. Les députés reconnaissent les gros efforts fournis par la Direction générale des CFF. Il est bien entendu et nous autres, commissaires, sommes d'accord qu'une direction générale même excellente, sans un personnel qualifié et bien préparé à sa tâche, ne peut venir à bout de tous les problèmes des transports ferroviaires. Rendons donc à César ce qui est à César; c'est toute la régie fédérale à qui nous rendons un hommage mérité pour ses prestations. On a critiqué aussi une trop grande rationalisation de l'administration des CFF. Bien entendu, il faut éviter les excès en tout, et surtout dans toutes les directions. L'attractivité du rail ne peut être maintenue sans un minimum de gares desservies, sans un personnel capable de rassurer et d'aider les voyageurs. On est étonné de voir comment un contrôleur, dans le train, remplit son devoir de père de famille, d'accompagnateur de groupe ou tout simplement de gardien itinérant.

Troisièmement, on a parlé du salaire du personnel, de l'adaptation des CFF à devenir une entreprise compétitive.

## Fragestunde

### Heure des questions

|                     |  |
|---------------------|--|
| In                  | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung     |
| Dans                | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale    |
| In                  | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr                | 1987   |
| Année               |  |
| Anno                |  |
| Band                | II   |
| Volume              |  |
| Volume              |  |
| Session             | Sommersession                                |
| Session             | Session d'été                                |
| Sessione            | Sessione estiva                              |
| Rat                 | Nationalrat                                  |
| Conseil             | Conseil national                             |
| Consiglio           | Consiglio nazionale                          |
| Sitzung             | 06   |
| Séance              |  |
| Seduta              |  |
| Geschäftsnummer     | ---  |
| Numéro d'objet      |  |
| Numero dell'oggetto |  |
| Datum               | 09.06.1987 - 14:30                           |
| Date                |  |
| Data                |  |
| Seite               | 702-708                                      |
| Page                |  |
| Pagina              |  |
| Ref. No             | 20 015 444                                   |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.